

Domaine

Droit, Économie, Gestion

Modalités de formation

Formation initiale

Formation continue

Effectifs

Capacité d'accueil : 25 étudiants

Lieu(x) de formation

UFR de Droit et de Science Politique

Contact

[Gestionnaire scolarité master 1](#)

Hélène Parde

helene.parde@u-picardie.fr

[Gestionnaire scolarité master 2](#)

Véronique Lejeune

veronique.lejeune@u-picardie.fr

Candidature

<https://www.u-picardie.fr/formation/candidater-s-inscrire/>

Formation continue

Volume horaire : 700h

Contact :

03 22 80 81 39

sfcu@u-picardie.fr

Demander une étude personnalisée de financement : <https://www.u-picardie.fr/formation/formation-professionnelle-continue/financer-son-projet-formation>

En savoir plus sur la Formation

continue : <https://www.u-picardie.fr/sfcu/>

MASTER

DROIT INTERNATIONAL ET DROIT EUROPÉEN

Les plus de cette formation

La formation permet aux étudiants de conserver une orientation 'droit public' ou 'droit privé' selon leurs affinités et leurs objectifs professionnels. L'objectif scientifique est de former d'excellents juristes en droit international et en droit européen en leur permettant d'accéder à une carrière juridique dans une structure privée (cabinet, entreprise) ou publique, dont l'Université.

L'objectif professionnel est de conduire les étudiants à trouver un emploi rapidement à la sortie des études. La thématique est celle des échanges et des droits humains. Le droit des échanges (des marchandises, services et capitaux) et les droits humains, en rapport avec le phénomène des migrations, offrent en effet une thématique porteuse, d'autant qu'elle ne fait l'objet d'aucune formation spécifique en France. En outre, les développements considérables des politiques d'immigration en Europe font apparaître un besoin de juristes formés à ces questions.

La formation, issue de l'ancienne Spécialité "Juriste européen", est réaménagée pour offrir aux étudiants, à leur demande issue des évaluations, un parcours complet en droit européen, mais également en droit international. La formation préserve une voie professionnelle en 2ème année et une voie recherche qui nourrit essentiellement le vivier des doctorants en droit public. Elle constitue dans la région la seule formation offrant une interconnexion systématique entre le droit européen et le droit international sur les thématiques des Échanges et des Droits humains.

Compétences

Le titulaire du master dispose d'un champ de connaissances théoriques sur l'ensemble des problématiques essentielles et fondamentales du droit international et du droit européen. Il peut anticiper les évolutions qui en affectent régulièrement le contenu. Il est à même d'assurer une veille réglementaire et jurisprudentielle, d'utiliser les bases de données juridiques, de contribuer à la rédaction des contrats, de rédiger de manière analytique et approfondie une note ou un rapport à caractère juridique, de prendre part au règlement de contentieux et de litiges éventuels.

Conditions d'accès

Licence Droit ou équivalent pour le M1 (sélection)

Après la formation

Poursuite d'études

doctorat

Débouchés professionnels

S'agissant des débouchés, ceux-ci concernent tout d'abord la préparation de concours administratifs internes et internationaux (quai d'Orsay, UE, etc.) et le recrutement d'avocats spécialisés en droit des échanges, en droit de la concurrence, en droits de l'homme, (Fidal, Fontaine, etc.). On constate ensuite le recrutement au sein d'entreprises multinationales (Total, Europorte, Alstom, etc.), au sein d'organisations internationales (consultant HCR, agent Office des drogues des NU, etc.), de cabinets de lobbying, d'assistants parlementaires, de cadres d'organisations non gouvernementales, de cadres des collectivités publiques françaises ou étrangères (Services « étrangers » des préfectures, services juridiques, service « Europe », etc.)

Secteurs d'activités (visés par la formation)

Entreprises, cabinets d'avocats ou de consultants, associations ou administrations françaises, européennes ou internationales.

Organisation

En 1ère année, les modalités d'enseignement sont relativement classiques. Les CM sont facultatifs, à la différence des TD pour lesquels la présence est requise. Les titulaires de cours sont libres d'organiser leurs enseignements sous la forme de cours ex cathedra ou de séminaires avec distribution préalable d'un support de travail permettant d'envisager une évaluation en contrôle continu. Les cours assortis d'un TD font l'objet d'un ET de 3h. Les autres enseignements sont soumis au régime du contrôle continu ou de l'examen en privilégiant fortement l'oral.

En 2ème année, les enseignants privilégient la forme du séminaire à celle du cours magistral. La présence aux enseignements est obligatoire, sauf motif impérieux. Les étudiants sont évalués soit sous la forme d'un contrôle continu, soit d'un examen terminal. S'agissant de la FAD, les étudiants sont vivement incités à utiliser les ressources offertes par l'UNJF à laquelle l'UFR est abonnée.

Volume horaire : 700 h au total, 120 crédits ECTS

Période de formation

Selon calendrier voté en CFVU

Contrôle des connaissances

Contrôle continu et/ou examens terminaux.

Responsable(s) pédagogique(s)

Lucie Delabie
lucie.delabie@u-picardie.fr

Emmanuelle Casenove
emmanuelle.casenove@u-picardie.fr

Références & certifications

Identifiant RNCP : 38167

Codes ROME :

- K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1404 : Mise en oeuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1405 : Représentation de l'État sur le territoire national ou international
- M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

Codes FORMACODE :

- 13231 : Droit comparé
- 13287 : Droit communautaire
- 34271 : Négociation internationale

Codes NSF :

- 120 : Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit

Programme

SEMESTRE 1 MASTER 1 DROIT INTERNATIONAL EUROPEEN	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
UE1 ENSEIGNEMENT FONDAMENTAUX : DROIT INTERNATIONAL ET EUROP					15
- Droit international approfondi	20	20			3
- Droit international privé 1	30	30			3
- Droit institutionnel de l'union européenne	46	30	16		9
UE2 ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES					6
- Droit international économique	30	30			3
- Droit des politiques de l'union européenne	20	20			3
UE3 COMPETENCES TRANSVERSALES					9
- Atelier insertion professionnelle	8	8			
- Choix compétence transversale					
- Contentieux administratif	30	30			3
- Droit de l'environnement	24	24			3
- Droit des marques et des brevets	30	30			3
- Théorie de l'état	20	20			3
- Histoire de la pensée juridique	20	20			3
- Anglais	10		10		3
BONUS MASTER 1 SEMESTRE 1					

SEMESTRE 2 MASTER 1 DROIT INTERNATIONAL EUROPEEN	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX DROIT INTERNATIONAL EUROPEEN					12
- Droit européen de la concurrence	46	30	16		6
- Droit international privé 2	30	30			3
- Droit de la régulation	30	30			3
UE2 ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES					9
- Droit européen des droits de l'homme	46	30	16		6

SEMESTRE 2 MASTER 1 DROIT INTERNATIONAL EUROPEEN	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
- Droit international pénal et droit pénal international	30	30			3
UE3 COMPETENCES TRANSVERSALES					9
- Choix compétence transversale					
- Contrats et marchés publics	30	30			3
- Contentieux constitutionnel	30	30			3
- Anglais	10		10		3
- Stage ou mémoire					3
BONUS MASTER 1 SEMESTRE 2					

VET MIROIR MASTER 2 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPEEN	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
UE1 CONTENTIEUX INTERNATIONAL ET EUROPEEN					12
- Contentieux économique européen	15	15			3
- Contentieux européens	15	15			3
- Contentieux des étrangers	15	15			3
- Pratique du contentieux international	20	20			3
UE2 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPEEN ET LIBERTE DES ECHANGES					12
- Droit de la concurrence approfondi	20	20			3
- Droit international et européen des migrations	15	15			3
- Droit international et européen de la liberté des échanges	24	24			3
- Droit international et européen de la propriété intellectuelle	24	24			3
UE3 SPECIALISATION					9
- Anglais	25	25			3
- Rapport en anglais sur un sujet de spécialisation					3
- Choix spécialisation					
- Aspects juridiques de la transition énergétique	24	24			3
- Droit de l'environnement approfondi	24	24			3
- Droit européen de la santé	17	17			3
- Droit public des affaires approfondi	24	24			3
- Droit social international et européen	20	20			3
- Europe et collectivités	20	20			3
UE4 PROFESSIONNALISATION					27
- Atelier insertion professionnelle	10	10			1
- Choix professionnalisation					
- Mémoire de recherche et soutenance du mémoire					23
- Stage professionnel					23
- Droit et lobbying international et européen	8	8			1
- Participation aux activités clinique du droit revue masters	5	5			
- Sources juridiques internationales : pratiques de négociatio	10	10			2
BONUS MASTER 2					